



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté N° IC-22-028
prescrivant des mesures d'urgence**

société CENERGY à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE

Le Préfet du Val d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 et L. 172-5 et R. 512-69 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant de M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République en date du 15 février 2022 nommant M. Thomas FOURGEOT en qualité de sous-préfet, directeur du Cabinet du préfet du Val-d'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 22-119 modifiant l'arrêté préfectoral N° 22-063 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M. Thomas FOURGEOT, directeur du Cabinet ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 7 novembre 2008 modifié par l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 27 août 2021 réglementant les installations classées exploitées par la société CENERGY – 1, Rue du Gros Murger sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

Vu le rapport de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 29 avril 2022 ;

Considérant l'incendie qui s'est déclaré le 28 avril 2022 sur le site de la société CENERGY à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

Considérant que l'Inspection des installations classées s'est déplacée sur le site exploité par la société CENERGY à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE le jeudi 28 avril 2022 et le vendredi 29 avril 2022 dans le cadre d'une Inspection réactive ;

Considérant compte-tenu de la fréquence des incidents sur le site et l'ampleur de l'incendie du jeudi 28 avril 2022, qu'il convient de suspendre temporairement l'exploitation de la chaufferie biomasse et le fonctionnement du site sans surveillance humaine et permanente ;

Considérant qu'il convient de prescrire des mesures d'urgence relatives à la gestion des eaux d'extinction et des déchets issus de l'incendie ;

Considérant qu'il convient de prescrire une mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'opération interne (POI) du site pour tenir compte du retour d'expérience de cet incendie ;

Considérant qu'il convient de préserver les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et par conséquent de prescrire en urgence les dispositions nécessaires permettant de garantir la sécurité des biens et des personnes, en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le directeur du Cabinet du préfet,

ARRÊTÉ

Article 1 : Respect des prescriptions

La société CENERGY est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône – 1, Rue du Gros Murger, à compter de la date de sa notification.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs sauf si les prescriptions du présent arrêté sont plus contraignantes.

Article 2 : Suspension de l'activité de la chaufferie biomasse

L'exploitation de la chaufferie biomasse et ses annexes est suspendue provisoirement.

Durant cette suspension d'activité, les installations sont mises en sécurité et régulièrement surveillées.

Article 3 : Gestion des eaux d'extinction

L'exploitant procède sans délai aux opérations de pompage et d'évacuation des eaux d'extinction stockées dans le bassin de confinement de 1 400 m³.

Les eaux d'extinction d'incendie sont évacuées vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

La traçabilité de ces évacuations est assurée par l'exploitant. Elle porte sur les exutoires concernés et les quantités d'eaux évacuées.

Article 4 : Vidange du silo de biomasse de 4 000 m³

L'exploitant procède sans délai à la vidange du silo de biomasse de 4 000 m³ dans des conditions permettant de prévenir toute reprise de l'incendie.

Article 5 : Évacuation des déchets et mise en sécurité

Les déchets issus de l'incendie sont stockés dans des conditions permettant d'éviter les envois et les infiltrations dans le sol.

L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets et en rend compte à l'Inspection des installations classées.

Article 6 : Remise du rapport d'accident

L'exploitant transmet dans un délai n'excédant pas **15 jours** à compter de la notification du présent arrêté le rapport d'accident mentionné à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article 7 : Suspension de l'autocontrôle de l'exploitation

Les dispositions de l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral du 27 août 2021 susvisé sont suspendues en ce qui concerne l'exploitation sans surveillance humaine et permanente des installations.

Article 8 : Mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant met à jour son étude de dangers dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté pour tenir compte du retour d'expérience de cet incendie.

Article 9 : Mise à jour du Plan d'opération interne (POI)

L'exploitant met à jour son plan d'opération interne dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté pour tenir compte du retour d'expérience de cet incendie.

Article 10 : Reprise de l'activité

L'activité de la chaufferie biomasse ne pourra reprendre qu'après accord explicite du Préfet du Val-d'Oise au regard du respect des dispositions du présent arrêté afin d'apporter les garanties nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 11 : Sanctions

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 12 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société CENERGY.

Article 13 : Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMONE pendant une durée d'un mois.

Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public.

Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture du Val-d'Oise – direction de la coordination et de l'appui territorial (DCAT) – Section des installations Classées.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée d'un mois.

Article 14 : Délai et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise (2/4 boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 Cergy-Pontoise Cedex) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 15 :

Le directeur du Cabinet du préfet, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Unité départementale du Val d'Oise et le maire de Saint-Ouen-l'Aumône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise , le **29 AVR. 2022**

le préfet,

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de cabinet

Thomas FOURGEOT